



Association d' Objecteurs de Croissance

Rue Basse-Marcelle 26, 5000 Namur

www.objecteursdecroissance.be - info@objecteursdecroissance.be

Retranscription : Muriel Germain

Michèle Gilkinet (introduction)

Il nous a semblé important, avant de clôturer la journée, de commencer à essayer d'en tirer la substantifique moelle. Je dis bien « commencer » à tirer, parce que je pense que la réflexion et toutes les réflexions qui ont été menées aujourd'hui nous mèneront encore, à mon avis, à pas mal d'heures de réflexions.

Nous avons pu bénéficier durant cette journée de quatre observateurs avertis. Lorsque je les ai contacté voilà ce que je leur ai demandé : « pour la table ronde à laquelle nous vous avons invités nous n'avons rien prévu de particulier sinon de compter sur vos capacités à analyser, à décortiquer et à proposer chacun, au vu de vos champs de réflexions respectifs, quelque chose. »

Ce qui nous occupe est la question suivante : nos sociétés peuvent-elles poursuivre la trajectoire actuelle ? Où doivent-elles reconnaître qu'un changement de paradigme s'impose bien à elles et que ce changement peut être une occasion de définir une nouvelle manière de vivre ensemble, hors du consumérisme et de l'individualisme dévastateur, pour nous-mêmes, pour de multiples cultures de part le monde et pour nos enfants ? En quoi le mouvement des Objecteurs de croissance peut-il porter cette réflexion ? Et à quoi doit-il être vigilant ?

Riccardo Petrella

De nos quatre intervenants, je propose de commencer avec Monsieur Petrella, je ne vais pas le présenter car je crois que vous le connaissez tous. Mais je vais juste peut être dire, parce que certains d'entre vous ne le savent pas, que Ricardo Petrella, à partir du manifeste de l'eau, a fondé en 1997 le comité international pour un contrat mondial de l'eau dont il est le secrétaire général et que depuis 2003, il est également l'initiateur de l'université du bien être commun dont les travaux ont débutés en Italie et en Belgique. Je crois que ces deux aspects à propos de Riccardo Petrella, disent bien pourquoi, outre son franc parlé bien connu de nous tous et des milieux altermondialistes, il sera très intéressant d'entendre son point de vue. Je lui donne la parole.

Belle après-midi à vous tous et à toutes. Toute à l'heure Serge Latouche nous a projeté un diagramme en italien et a dit : « comme ça tu comprendras quelque chose », après, il a utilisé le français, donc j'ai plus rien compris ! (rires). Je voudrais m'associer à vous tous et toutes pour complimenter nos amis objecteurs de croissance d'avoir promu cette journée et d'avoir invité Serge Latouche à nous alimenter un petit peu et beaucoup dans la réflexion sur le monde actuel.

Je voudrais m'inscrire immédiatement dans ce que Michèle vient de dire en introduction : fait-il changer de paradigme ? Serge Latouche en a parlé.

Voici mon point de vue : la semaine passée nous avons organisé au Parlement européen une conférence internationale qui s'intitulait : « faire la paix avec l'eau ». A la base de notre initiative nous avons défendu l'idée qu'il était nécessaire d'élaborer un nouveau

Journée de réflexion sur l'objection de croissance, à Bruxelles le 21 février 2009

Les points de vue de

- Riccardo Petrella, économiste, professeur émérite de l'UCL,
- Michaël Singleton, anthropologue, professeur émérite de l'UCL,
- Christian Arnspurger, professeur de philosophie de l'économie à l'UCL,
- Paul Lannoye, député européen honoraire, administrateur de Grappe.

paradigme politique de l'eau, c'est à dire un nouveau paradigme de la vie. Mais je ne m'étendrai pas là-dessus.

Je voudrais partir d'une observation : les dirigeants actuels, et je crois que nous sommes en train de nous en donner l'évidence, n'ont rien tiré comme bonnes leçons de la crise. Et je ne pense pas qu'on puisse dire que de cette crise : les classes dirigeantes du monde vont essayer faire quelque chose. Au contraire, ils sont en train de nous montrer qu'ils veulent utiliser la richesse du monde pour rétablir ce qui était auparavant. La stratégie même d'Obama consiste, finalement, comme toutes les autres stratégies, celle de Sarkozy, d'Angela Merkel, des japonais et même des indiens et des chinois, à dire : « il faut relancer la consommation ». C'est pour cela qu'il faut renflouer l'équilibre mondial de liquidités pour que la consommation puisse continuer.

On sait de manière catastrophique, que l'accent mis sur l'industrie automobile est une preuve évidente que les classes dirigeantes de cette crise n'en sortiront strictement rien.

Et là, c'est important pour nous de le savoir et il faut le crier haut et fort dans toutes les chaumières du monde : c'est un scandale ! Il faut dénoncer, nos classes dirigeantes. Il faut leur dire qu'ils n'ont aucune légitimité de prétendre continuer à diriger le monde. Les ministres au gouvernement en Belgique n'ont aucune légitimité, aucun droit de rester au gouvernement. Ils n'ont aucun droit de continuer à dire : « voilà ce sont des solutions à faire ». Parce qu'ils sont en train de faire une chose terrible : non seulement ils ne veulent pas reconnaître qu'il y a une crise (tout en disant qu'il y a une crise qui est grave mais que finalement on s'en sortira) et qu'en plus ils veulent de manière manifeste réimposer des solutions qui, de manière claire et sans rémission aucune, ont démontré qu'elles sont à l'origine d'une crise profonde de la vie au niveau mondial.

Serge Latouche a dit : « il faut se réapproprier de l'argent ». Je voudrais faire quelques commentaires là dessus qui m'amèneront à conclure avec une réflexion sur comment se réapproprier l'agenda politique du monde.

Se réapproprier de l'argent est important parce qu'au fond, la crise actuelle et les réponses qui sont en train d'être données, montrent que la priorité n°1 c'est de libérer la vie de la logique financière. Cela signifie qu'à l'heure actuelle, la vie dépend de deux processus : la marchandisation de la vie et la privatisation de la vie. Désormais le capital privé, a réussi à imposer ce qu'il avait réussi à imposer au 19^{ème} siècle : c'est à dire d'être propriétaire de la vie. Tout comme le 19^{ème} siècle avait réussi à être propriétaire du travail.

Le 19^{ème} et le 20^{ème} ont été finalement des luttes terribles pour que les travailleurs disent : non ! à la prétention du capital privé d'être propriétaire du travail. Nous sommes confrontés, au 21^{ème} siècle, à la grande prétention de dire non ! à la prétention de capital privé d'être propriétaire de la vie.

A court terme nous avons un impératif ; nous avons une nécessité urgente : c'est à dire de « ré - publiciser » (dans le sens de rendre à nouveau « publique », nationaliser) la finance. Nous devons dire à nos gouvernements qu'ils doivent « ré - publiciser » les banques, nationaliser les banques qui sont fondamentales « pour la vie ».

Il faut « ré - publiciser » la banque pour les pensions, il faut « ré -

publiciser » la banque pour les logements,...toutes les banques qui s'occupent des formes essentielles de la vie comme les services publics, l'eau, l'air, les transports, l'éducation, la santé.

La finance doit être « publique », il faut avoir le courage de le dire. Si vous ne vous battez pas pour la « ré - publicisation » de la finance vous avez passé une journée complètement inutile (rires). Il faut le faire, il faut réaffirmer que la finance doit être publique et qu'il ne peut pas y avoir de privatisation de la finance. Il ne peut pas y avoir privatisation de financement des biens communs et des services publics (applaudissent). C'est donc une étape instrumentale formidable celle de la « ré - publicisation » de la finance.

Tout ceci m'amène alors à dire qu'on ne peut pas « ré - publiciser » la finance, réinventer le système économique basé sur la richesse collective, qui est une richesse commune à travers le système fiscal actuel : Il faudrait réinventer et ré- anoblir la logique de la fiscalité. Pour cela il faut que nous soyons en mesure, sans quoi on ne pourra pas obtenir le premier objectif, de nous réapproprier l'agenda politique. Et pour ça, la bataille sera peut être encore plus longue et plus dure.

Nous devons nous réapproprier de l'imaginaire. Nous devons nous réapproprier en temps que citoyens et pas en tant qu'élite éclairée. Les citoyens doivent se réapproprier de la narration, des concepts.

Il faut dire, par exemple qu'en ce moment que c'est un scandale qu'on puisse mettre 800 milliards aux Etats-Unis pour renflouer les banques américaines et l'industrie américaine alors que par ailleurs on ne trouve pas 30 milliards pour permettre à 2,6 milliards de gens d'avoir accès à des latrines publiques. C'est un scandale mondial et nous sommes tous complices. Si nous ne nous battons pas pour que la priorité puisse être de donner à chaque habitant de la planète l'accès aux latrines publiques, rien que ça, hé bien nous aussi nous sommes à côté de la plaque. L'imaginaire public c'est d'avoir des latrines publiques. Parce que vous le savez, 2,6 milliards de gens, sans latrines publiques, meurent. Ce n'est pas de la rigolade.

Alors les 2,6 milliards de latrines publiques, je crois que c'est la reconquête de l'imaginaire et du capital de l'eau (applaudissement).

Michaël Singleton

Michaël Singleton est anthropologue. Une chose qui m'a vraiment frappée, ce n'est pas tant le temps qu'il a pris pour courir le monde tous azimuts, mais de s'être intéressé de près et longuement à des cultures extrêmement différentes. Il a vécu en Tanzanie plusieurs années, Au Sénégal, en Tunisie. Je crois qu'une des choses qui l'a particulièrement titillé dans sa réflexion c'est le nombre de pièges aux développements qu'il y a sur la planète. Je pense que par rapport à cette réflexion là, Michaël Singleton a quelque chose d'essentiel à nous dire. Je lui passe la parole tout de suite.

Merci beaucoup. Il y a 2 siècles je suis parti travailler dans un village socialiste au fin fond de la Tanzanie en 1969. A l'époque j'étais missionnaire et anthropologue du développement. Donc j'étais croyant et croissant (rires) et j'ai dit aux gens comme Jésus l'avait dit : « vous êtes sauvés ! » et ils m'ont répondu : « Monsieur le père blanc, on n'avait pas l'impression d'être perdu mais puisque c'est gratuit ! » (rires). Et puis je leur ai dit : « mais vous êtes sous-développés en plus », et ils m'ont répondu : « nous sommes là depuis 3 millions et demi d'années ça peut pas être si difficile que ça de se développer ! ».

Donc je suis revenu après quelques années, mécréant et décroissant (rires). J'avais affaire à un peuple et surtout à une personne. Je vous parlerai quelque instant d'un brave vieillard : Jakobo kasalama qui m'a vraiment bouleversé par sa sagesse, à l'insu de son plein gré, car il ne m'a jamais fait de leçons. Mais par sa façon de vivre, il m'a expliqué qu'il y avait d'autres programmes que de croire et de croître. Donc, c'est un peuple qui n'a jamais « crû » (avec un

accent circonflexe).

Tout d'abord « croire ». Dans les langues africaines vous n'avez pas de mots ni pour religion ni pour « croire » car les africains savent ce qu'ils veulent : si vous voulez leur vendre une religion à des communions avec des papamobiles, là ils ne marchent pas. Mais lorsqu'il m'a dit : « Monsieur Mike vous voudriez pas dire une messe pour faire revenir la pluie et éliminer ma belle-mère qui est une sorcière renommée ? », là il m'a dit : « je crois » (en Dieu).

Et puis une autre fois, on est allé ensemble en forêt (on habitait dans une grande forêt) et, avant d'abattre un arbre, il s'est excusé et moi je me rappelle (j'étais encore un peu con à l'époque), je me suis dit : « ça c'est un bon exemple de l'animisme : il croit qu'il y a un tout petit bonhomme à l'intérieur de l'arbre ! » (rires). Et puis je me suis dit : « mais absolument pas : l'animisme, c'est traiter des choses comme si c'était des personnes et non pas traiter des personnes comme si c'était des choses ! ».

S'il y a une expression qui me donne des boutons: « la bombe H propre », c'est les mots de « ressources humaines ». Il y a quelque chose de totalement scandaleux dans notre système croissant de traiter les autres comme si c'était des ressources. Tandis que pour l'animiste, les choses sont des personnes et à fortiori, les personnes elles-mêmes sont des personnes.

Ensuite, le mot « croître ». Il n'y a pas de mots qui correspondent à progresser ou être développé dans les langues africaines. J'ai trouvé un jour le brave vieillard en train de fabriquer un tambour et je lui ai dit : « je rentrerai bientôt en Europe, si vous me fabriquez 10 tambours par mois je peux les écouler dans les magasins du monde et avec les sous on peut faire des projets ». Il m'a regardé comme si je tombais de la planète Mars et il m'a dit : « je fabrique ces tambours pour un copain qui va me refiler un poulet et ça s'arrête là, je ne vais pas m'esquinter à fabriquer des tambours pour des gens que je ne connais pas ! » (rires et applaudissements).

Autre exemple par rapport au mot « croître » : c'était la belle époque du socialisme africain, mêmes les missionnaires ne devaient pas être des parasites, ils devaient bouloter. Donc je travaillais comme un « nègre » c'est le cas de le dire, pendant toute une année. J'avais un surplus de maïs, de cacahuètes et de patates douces et j'ai dit au vieux : « voilà, j'ai un surplus. Avec le surplus je vais acheter un petit tracteur ... » il n'a rien répondu à ça, mais il a dit : « Mike tu as très bien travaillé ». Il a pris tout mon maïs, il l'a mis dans le grenier commun et il a dit : « nous avons des vieilles personnes qui ne s'en sortent pas, c'est bon comme ça ».

Autre exemple : au premier mariage auquel j'assiste je m'attendais à ce qu'on congratule les jeunes mariés, qu'on leur souhaite beaucoup de bonheur,... Mais tous les discours étaient centrés sur les vieux, les beaux-parents. Ils disaient aux jeunes : « quand je serai malade achète moi des médicaments et même si ta belle-mère est un peu chiante, il faut l'aider, donner un coup de main ». C'était vraiment dans un sens opposé à nos mariages à nous.

Ce sont de tous petits exemples mais qui me parlent en tant qu'anthropologue des coûts cachés de la croissance. Vous êtes tous ici, plus ou moins « économistes », on n'a pas entendu parler aujourd'hui de PIB, de recyclage,... Mais pour moi la croissance a des coûts cachés au niveau moral, mental, au niveau métaphysiques qui sont rarement comptabilisés dans les discours de la décroissance peut être par pudeur ou je ne sais quoi. Par exemple, les blancs parlent toujours de réduire le temps du travail comme si le travail était un absolu. Quand j'ai appris le mot travail en Swahéli (c'est « kasi ») j'ai demandé à un cultivateur (ça c'est vraiment quelqu'un qui bosse) : « kasi yako nini ? » (Quel est ton boulot ?). Il m'a répondu : « moi, j'ai pas de boulot, je suis cultivateur » (rires). Là, ça a fait tilt dans ma tête.

Un jour j'ai été à un grand colloque sur les cancers du travail, c'est à dire l'amiante, pollution,...et à la fin de la journée ils ont dit : « mais vous, anthropologue, vous n'avez rien dit ». J'ai répondu :

« pour moi c'est clair, c'est la maladie qui est un travail, c'est le travail qui est une maladie. Cesser de travailler et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. Ne vous fatiguez pas trop à produire pour produire ».

Ce qui coûte, si vous voulez (et ça je crois que vous n'êtes peut-être pas prêts à payer le prix parce qu'on a passé un bond philosophique trop loin dans la direction de la liberté individuelle), c'est que si vous vivez comme des peuples qui n'ont jamais cru, il vous faut renouer avec un certain type de famille (je ne suis pas en train de prêcher pour Benoît XVI ou qui que ce soit). Je dis que je prêche contre un certain type d'individualisme qui aboutit en Angleterre à des gamins qui produisent des enfants (qui deviennent pères de famille à 13ans) et dans ce qu'on n'a pas tout dit en Belgique : il y a 2 autres gamins qui veulent faire le test d'ADN pour prouver que ce sont eux, les papas en question ! (l'individualisme est partout et tue le collectif).

Bon on me harcèle pour que je termine mon intervention, en Afrique on fait pas comme ça, on continue jusqu'à la nuit...

Donc s'il a une chose qui me donne des boutons à partir de mon village en Tanzanie, c'est le négativisme de notre vocabulaire : « objecteur de croissance », moi j'ai pas d'objections du type : résistez ! Moi je « désiste », tout simplement. Je n'ai rien à foutre avec la croissance, je me retire, je me mets à côté si vous voulez.

J'aimerais bien trouver un équivalent positif pour la décroissance, j'en ai parlé avec Serge Latouche. On pourrait le trouver chez Teilhard de Chardin qui parlait de l'activation des énergies humaines si vous voulez. Il ne faut pas uniquement de l'éolien, des panneaux solaires, mais il faut réactiver les énergies humaines. Non pas en localisant le global mais en globalisant le local : en faisant croître l'humain.

Je crois qu'il ne faut pas renoncer trop vite au terme « croître » mais le réorienter vers la croissance humaine (qui n'est pas la croissance humanitaire). Les africains me l'ont appris, dans le village en Tanzanie : j'ai travaillé comme je l'ai dit, et les vieux m'ont dit, après 6 mois : « mais cessez de nous énerver, calmez-vous, vous êtes déjà usé ! » (rires). Notre idéal ici, en Afrique, c'est de faire travailler les jeunes. Donc calmez-vous, on a de la bonne bière, un arbre à palabre, c'est ça le boulot : papoter, discuter, augmenter l'humain : *être et non pas avoir* ».

Christian Arnsperger

Notre 3^{ème} intervenant du jour, Monsieur Christian Arnsperger, est philosophe et économiste. Il consacre ses recherches à l'interface entre l'économie, la spiritualité et l'éthique.

Nous sommes nombreux à ressentir qu'au sein du système économique actuel nos existences ne sont plus tout à fait les mêmes.

Mais qu'est-ce qui maintient et renforce le fonctionnement de cette économie. Jusqu'où faut-il creuser pour saisir les rouages de cette mécanique qui appauvrit souvent l'humain en faisant mine de l'enrichir ?

Et si la logique en place est si tenace, c'est peut être bien que quelque chose au fond de nous y collabore, mais quoi ? C'est l'objet, je pense, de l'étude de Monsieur Arnsperger.

On va lui demander tout de suite sa réaction.

Merci, je pense qu'à l'issue de cette journée, une chose sur laquelle on peut se mettre d'accord c'est sur ce que devrait être le constat de base de la vraie gauche. Serge Latouche à raison il s'agit d'un des enjeux de cette journée (mais pas seulement) : il est nécessaire de re - caractériser un peu ce que ça veut dire être de gauche aujourd'hui.

Ce constat de base je le formulerais de la manière suivante : l'opulence est un obstacle majeur à la richesse (Yvan Illich,...) et la peur de la misère est un obstacle majeur à la pauvreté.

Je m'explique : dans le monde que nous nous sommes construit et que nous avons imposé au reste de la planète, la misère et l'opulence, toutes les deux, sont subies, alors que la pauvreté et la richesse devraient être des choix, l'une comme l'autre.

Vous allez me dire, mais alors, qu'est-ce que la richesse ? Je dirais que l'essence de la richesse c'est ce qu'on peut appeler « la simplicité » qui est en fait aujourd'hui « un luxe ».

J'étais assez d'accord avec Madame Marie-Dominique Perrot ce matin. Il faut parler du luxe et le luxe probablement le plus grand pour nous aujourd'hui, c'est le luxe de la simplicité qui nous fait d'emblée voir certaines sociétés dites primitives déjà tout autrement. Et ce luxe de la simplicité ce n'est pas du tout (là il faut vraiment être Illichien, radicalement), ce n'est pas du tout un luxe factice, de la facilité, qui nous viendrait de la simplification technologique. Ce n'est pas du tout ça dont il est question parce cette simplification technologique là, elle n'est simple qu'en bout de chaîne, pour nous, les consommateurs finaux. Mais elle est extrêmement compliquée et complexe en amont. Il y a un tout petit iceberg de simplicité dont nous profitons si nous sommes assez opulents mais ce qu'il a fallu mobiliser pour nous simplifier la vie est affreusement complexe.

Ce n'est pas du tout de ça qu'il s'agit. Il s'agit de simplicité en un sens beaucoup plus radical et pour ceux d'entre vous qui connaissent un peu le zen, je vous soumettrais ce que les bouddhistes appellent un KO-HAN, c'est à dire une sorte de devinette, un casse tête métaphysique. Dans mon équation être riche c'est être simple, être simple c'est être pauvre, donc être riche c'est être pauvre. Cela veut dire qu'il ne faut évidemment pas télescoper, comme nous le faisons en Occident depuis des siècles, pauvreté et misère et qu'il ne faut pas non plus télescoper richesse et opulence. Si on fait ça on ne comprend rien aux défis actuels auxquels nous faisons face. Cette simplicité, c'est un choix : c'est le choix d'être riche en étant pauvre sans être misérable. Il ne s'agit de prêcher ici la misère (ce n'est pas ici qu'il faut insister la dessus) c'est un choix d'une richesse qui ne coïncide pas avec l'opulence, mais qui implique quand même un certain renoncement (il faut peut-être ici utiliser un vocabulaire de pères blancs). Un certain renoncement ou ce que les bouddhistes appellent (c'est plus à la mode) le lâcher prise, ça fait plus tendance, c'est moins douloureux.

Lâcher prise, mais de quoi lâcher prise? Moi je dirais qu'avant de lâcher prise il faut avoir renoncé ; parce que si vous voulez lâcher prise mais que votre cerveau n'envoie pas l'influx nerveux à votre main vous n'aller pas lâcher. Il faut donc d'abord renoncer.

Renoncer à quoi ? À trois choses essentiellement : au vertige de la consommation capitaliste, au prestige du pouvoir capitaliste et enfin au prestige de l'inégalité lorsqu'elle est en notre faveur.

La difficulté c'est que ces renoncements vont faire remonter toute une série de problèmes métaphysiques, de peurs existentielles qui sont liées à notre aliénation. Et donc il y a une triple éthique de la verticalisation que nous devons absolument promouvoir aujourd'hui : c'est l'éthique de la simplicité volontaire à proprement parler, un éthique de la démocratisation radicale et une éthique de l'égalité profonde que je traduirais volontiers par une idée d'allocation universelle, qui est un peu passée de mode mais qu'il faudrait remettre au goût du jour. Je résumerais tout cela par la nécessité d'une révolution.

Je ne pense personnellement pas que la crise énergétique seule puisse nous mettre sur la voie, parce qu'une crise énergétique qui nous frappe en pleine crise existentielle va faire de nous des monstres de violence qui vont s'engager dans un conflit pour les ressources plutôt que dans le partage ou la réduction.

Il y a un aspect révolutionnaire dans ce que nous sommes occupés à travailler ce matin. Il faut une révolution qui s'adosse sur trois niveaux de changement : premièrement, le niveau politique institutionnel, deuxièmement, le niveau méso (moyen, « du

milieu » en grec) c'est à dire la création et le soutien à des communautés existentielles critiques. Ces communautés existentielles critiques sont des communautés dans lesquelles chacun de nous, parce qu'il n'est pas seul, pourra développer le sens critique requis pour ce choix de la richesse simple. Ce qui n'est pas un choix simple, de fait, parce qu'il requière que nous repensions à fond notre rapport à la finitude. Le troisième niveau de changement : le niveau micro, c'est à dire le niveau personnel et là je voudrais évoquer un mot qui n'a pas beaucoup été utilisé aujourd'hui, et c'est un peu dommage, c'est le mot de « spiritualité ». Je pense qu'il faut absolument pousser plus loin, ce qui est déjà en train de se faire jour aujourd'hui mais de manière travestie dans le « new âge », c'est à dire l'idée d'exercice spirituel individuel, qui permet aux gens qui sont dans des communautés existentielles critiques de réellement embrasser le changement requis pour que la richesse soit vécue sur le mode de la simplicité et pas sur la peur de la misère.

Je pense que ce qui est à l'horizon, et je terminerai par là, c'est qu'on peut appeler un projet « communaliste » : ce n'est pas un projet communiste et ce n'est pas un projet « communautarien ». Un projet communaliste, c'est un projet qui serait axé sur la coexistence de communautés existentielles critiques. Ce projet communaliste, que je défends dans un livre à paraître cette année, sera un projet spontanément décroissant si ces niveaux de changements ont été atteints. Pourquoi ? Parce que la croissance est intrinsèquement liée à la peur métaphysique. Si nous ne combattons pas la peur métaphysique à la fois au niveau politique (mais c'est très difficile) et au niveau micro à l'aide de communautés méso (précitées), nous n'y arriverons pas, malgré nos déclarations d'intentions.

Voilà, je crois que je vais en rester là (applaudissements).

Paul Lannoye

Ce qui m'a frappé d'abord chez Paul, c'est sa rigueur, il n'est pas question de lui en compter. Physicien de formation, il est membre fondateur d'Ecolo qu'il a maintenant quitté, il est un écologiste convaincu. Des amis de la Terre qu'il a fondé en 1975, jusqu'au GRAPPE qu'il a cofondé en 2004, il a toujours traqué l'écologie molle et de surface. Son dada, c'est la relation entre technologie, santé et société. Et naturellement, c'est en tant que scientifique qu'il nous interpelle et qu'il est très exigeant avec nous, alors, Paul, sois exigeant encore avec nous aujourd'hui.

Accessoirement, c'est vrai que je suis scientifique de formation mais je suis écologiste et objecteur de croissance avant tout, je tiens à le dire. Je ne suis pas un observateur ; je suis plutôt un acteur qu'un observateur.

Je voudrais, puisqu'on est en période de carnaval retirer un masque qui est en train de nous cacher la réalité : c'est le masque du développement durable qui me tape sur le système depuis très longtemps et que Marie-Dominique Perrot a contribué à démystifier tout à l'heure. Je voudrais en rajouter un peu, parce que c'est très difficile, pour tous ceux qui sont ici, qui pensent politique, qui pensent changement de paradigme, de démontrer que le développement durable est en fait une imposture. Je n'ai pas la prétention, en 7 minutes, de le faire, mais je vais quand même essayer.

Michèle a parlé de rigueur scientifique et, à propos du développement durable, je suis absolument furieux quand je vois la manière dont les mots sont utilisés pour camoufler la réalité.

J'ai un petit désaccord, mais vraiment minime avec Serge Latouche lorsqu'il a dit tout à l'heure qu'il y avait eut un « dévoiement » (un changement de voie) du développement durable, lors d'une réponse à une question du public. Ce n'est pas vrai, le développement durable était dès le départ une imposture.

Je m'explique : le développement durable a été très clairement défini en 1987 dans le rapport « Brundtland » qui est un rapport qui a été accueilli par tout le monde comme étant une espèce de révolution culturelle. On s'est dit : on a enfin compris ce que c'est que l'écologie. Certains ont été plus critiques et je pense en avoir fait partie. On a très vite été étouffé par l'ampleur qui était donnée au prestige de ce rapport, aux personnes qui l'avaient signé : Madame Brundtland n'était pas n'importe qui, et le suivi qui a été donné à ce rapport à la conférence de Rio en 1992 en a donné toute l'ampleur.

Que disait ce rapport ? Il définissait le développement durable, comme l'a si bien rappelé Marie-Dominique Perrot, mais y a une phrase que je voudrais quand même vous lire qui est en page 10 du document concernant notre futur commun, plus précisément, en français « notre avenir à tous ».

Page 10 paragraphe 3, les auteurs disaient en introduction : « nous sommes capables d'améliorer nos techniques et notre organisation sociale de manière à ouvrir la voie à une nouvelle ère de croissance économique ». Cette phrase était celle qui suivait la définition du développement durable, donc il n'y a absolument pas de contestation possible. Ils étaient honnêtes car ils disaient : le développement durable ne remet pas en question la logique de croissance. D'ailleurs on ne parle pas de limites dans ce rapport Brundtland, mais on disait que c'était une autre façon de concevoir la croissance économique.

Je voudrais citer ici quelqu'un que j'apprécie pour sa franchise, même si je n'apprécie pas son rôle politique, c'est Louis Schweitzer, qui était PDG de Renault et qui disait : *le développement durable n'est ni une utopie ni même une contestation mais la condition de survie de l'économie de marché*. C'est vraiment très clair. Ce qu'il dit reflète tout à fait sa pensée et je pense que c'est la définition la plus honnête qui soit.

Donc saluons une critique honnête et ne la critiquons surtout pas en disant : on a « dévoyé le développement durable ». Je m'excuse Serge (Latouche), mais je voulais dire ça parce que je pense qu'il y a pour le moment un discours politiquement correct qui consiste à dire : le développement durable c'est quand même quelque chose, Kyoto c'est quand même pas mal, c'est un premier pas ! Puisque l'on parle de Kyoto je voudrais dire un mot à ce sujet là.

Il y a eut récemment une prise de position européenne qu'on a appelé le « paquet climat » : 20% de renouvelable en 2020, 20% de réduction de gaz à effet de serre et 20% d'augmentation de l'efficacité énergétique. Donc ça a été présenté comme quelque chose de magnifique.

Entre parenthèses, l'ambition n'est pas terrible : moins 20%. Si on regarde tous les rapports qui ont été publiés sur le sujet de l'effet de serre et du changement climatique on est largement en dessous de ce qu'il faudrait faire.

Enfin, admettons, ça a l'air d'être mieux que rien et ça à l'air un peu ambitieux. Et puis quand on regarde les mécanismes qui sont derrière le développement durable, on peut voir qu'il y a trois mécanismes *du marché* qui sont omniprésents : d'abord, les systèmes d'échanges des quotas d'émission, ensuite ce qu'on appelle le mécanisme de développement « propre » (et ça c'est très important) et enfin le MOC (la Mise en œuvre Conjointe).

Les quotas d'émission, le développement propre et la mise en œuvre conjointe, ces trois mécanismes du développement durable c'est une façon habile de dire qu'on renvoie la responsabilité sur les autres.

Le « développement propre » c'est quoi ? C'est permettre aux multinationales européennes de financer des projets dans des pays dit « en développement », notamment la Chine, l'Inde, l'Amérique latine mais très peu en Afrique parce qu'il n'y a pas grand-chose. On ne peut pas les accuser de polluer beaucoup. Il ne s'agit pas de réduire les émissions, il s'agit de financer des projets qui à priori sont susceptibles de polluer beaucoup et qui pollueront moins grâce

à l'investissement qui va être fait. Donc ce n'est pas une réduction des émissions c'est une réduction des émissions anticipées dans la logique de développement. Alors si avec ça on n'est pas en plein dans la logique de croissance, je n'y comprends rien !

Donc, toujours à propos du développement propre, ce mécanisme permet à toutes les multinationales, à toutes les entreprises et à tous les Etats Européens (qui se trappent dans leurs vertus et sont outragés quand les américains ne veulent rien faire), de renvoyer en Chine leurs projets de centrales au charbon, en Inde, même chose, de faire traiter leurs déchets dans les pays du tiers-monde tout en disant : « nous agissons conformément à Kyoto », ce qui est vrai.

Donc ce protocole de Kyoto, c'est rien du tout, soyons réalistes, ce n'est pas un premier pas.

Et ça il faut le dire et le répéter, les écologistes devraient le dire au lieu de célébrer Kyoto comme ils font de façon naïve. Je pense que c'est de la naïveté (applaudissements).

Puisque l'on parle d'efficacité du développement durable et que moi je tente ici démontrer que ça n'est pas le cas, regardons toutes les politiques, notamment la politique de l'eau.

La politique de l'eau en Belgique, c'est augmenter les approvisionnements parce qu'on commence à en être dépourvu, à buter sur les limites des ressources. D'après les derniers chiffres de l'agence Européenne sur l'environnement (qui est un organisme européen reconnu qui travaille pour les institutions européennes), il a été évalué qu'il y avait dans l'ensemble de l'Europe neuf pays qui sont en état de stress hydrique. C'est à dire que les prélèvements en eau sont trop élevés par rapport aux ressources souterraines disponibles. Parmi ces pays, il y a l'Allemagne, la Belgique, L'Espagne, le royaume uni et l'Italie. Pratiquement les plus grand pays industrialisés d'Europe. Tous ces pays là, dont le nôtre, prélèvent trop d'eau. Quelles sont les réponses apportées aujourd'hui dans la logique du développement durable à ce constat : c'est la désalinisation de l'eau, donc on dessale l'eau, notamment en Espagne. Il y a énormément d'investissement en ce sens, qui sont des investissements de développement durable, n'est-ce pas ?

Ces investissements permettent aux espagnols de consommer beaucoup d'eau y compris de l'eau de mer mais qui est dessalée. Il y a des transferts d'eau de bassins vers d'autres bassins. Il y avait un grand projet entre la France et l'Espagne également. Et quand on regarde ce qui se fait en Espagne c'est l'agriculture qui pompe un maximum d'eau et cette agriculture est une agriculture d'exportation essentiellement, notamment vers les pays du Nord. Nous consommons des fraises hors saison qui viennent d'Espagne et voilà la réponse du développement durable qui est apportée : le dessalement, les transferts d'eau et les grands barrages. Ces barrages sont une catastrophe sur le plan environnemental, chassent les populations (animales) locales et aggravent l'effet de serre.

Je voudrais terminer en disant ceci : ouvrons les yeux, ne nous laissons pas impressionner par le discours dominant, ce discours est mensonger, et un discours mensonger il ne faut pas le considérer comme inoffensif, il est extrêmement dangereux parce qu'il empêche le changement.

Hors, même chez ceux qui sont, de façon tout à fait honnête, convaincus que les problèmes écologiques sont des problèmes importants et vitaux pour l'humanité, on ne peut pas accepter que ces mêmes personnes se laissent amadouer par des propos qui considèrent que le développement durable est une partie de la réponse ou une amorce de réponse.

Voilà je voudrais vous remercier et vous dire qu'il n'y a qu'une seule fois que j'ai vu autant de monde dans l'amphithéâtre de cette université, c'était en mai 68.